

2024

**16TH Rapport Annuel consolidé
du Fonds du Programme ONU-REDD**



Rapport de l'Agent d'administration du Fonds
du Programme ONU-REDD pour la période
1 JANVIER — 31 DÉCEMBRE 2024

PROGRAMME
ONU-REDD



ONU
programme pour
l'environnement

Résumé Exécutif

Le Programme ONU-REDD présente son Rapport Annuel 2024, qui résume ses efforts pour soutenir des solutions climatiques fondées sur les forêts, réduire la déforestation et renforcer la gouvernance forestière. Par le biais d'une assistance technique et de partenariats, le Programme a supporté les pays dans la mise en œuvre des stratégies nationales REDD+, l'accès aux financements climatiques et au renforcement de leurs engagements envers les objectifs climatiques mondiaux.



+22 pays

ont contribué à l'atteinte de leurs objectifs en matière de forêts et d'utilisation des terres, en intégrant des engagements quantitatifs en matière de réduction des émissions et de gestion durable des terres.

Le Programme a poursuivi son appui à l'intégration des forêts dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Plus de 15 pays ont renforcé leurs objectifs liés à l'utilisation des terres et aux forêts, en intégrant des engagements quantitatifs pour la réduction des émissions et la gestion durable des terres. Des pays tels que le Chili, le Costa Rica, l'Équateur et le Pérou ont consolidé les composantes forestières de leurs CDN, tandis que la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, le Ghana et la Zambie ont progressé dans leurs stratégies climatiques grâce à des objectifs forestiers mesurables. Parallèlement, le Cambodge, la Côte d'Ivoire et le Kenya ont aligné leurs politiques forestières sur les objectifs climatiques nationaux afin d'améliorer la cohérence et la mise en œuvre des politiques.

Les pays ont également avancé dans la mobilisation de financements, le renforcement de la gouvernance des marchés du carbone et l'amélioration des mécanismes de

partage des bénéfices. Le Ghana a progressé dans son cadre de réduction des émissions, se positionnant pour un paiement estimé à 20 millions de dollars américains, tandis que le Viet Nam a conclu des accords dans le cadre de la Coalition LEAF (Réduction des Émissions par l'Accélération du Financement Forestier) pour faciliter les transactions carbone. La Bolivie a harmonisé ses cadres juridiques avec les exigences du standard ART-TREES (Architecture pour les Transactions REDD+), soutenant ainsi sa participation aux marchés internationaux du carbone. D'autres pays, dont le Costa Rica, l'Équateur et le Pérou, ont amélioré leurs registres nationaux du carbone afin de garantir un suivi transparent des réductions d'émissions forestières.

Par ailleurs, le programme ONU-REDD a soutenu les gouvernements dans le renforcement des cadres réglementaires pour les marchés du carbone et la promotion de la participation du secteur privé. Le Pérou a lancé le Registre National des Mesures d'Atténuation, tandis que le Chili a développé des modèles de gouvernance pour les transactions carbone. La Colombie a renforcé les garanties pour les marchés volontaires du carbone afin d'améliorer la transparence et l'équité sociale, tandis que la Côte d'Ivoire a établi un Bureau du Marché du Carbone et promulgué une loi-cadre sur le changement climatique clarifiant les droits liés au carbone. L'Indonésie a élaboré un Accord de Reconnaissance Mutuelle pour soutenir les solutions forestières juridictionnelles, tandis que la Zambie a facilité des discussions financières pour accroître les investissements dans les projets REDD+. En outre, le Kenya, la République Démocratique Populaire Lao et le Népal ont affiné leurs stratégies pour les marchés du carbone afin de renforcer leur participation aux programmes de réduction des émissions.

Au-delà du financement carbone, la gestion des connaissances, les espaces de concertation et la communication sont restés des éléments centraux de l'approche ONU-REDD. Le Programme a facilité des



Source: UN-REDD Image Bank

échanges techniques et des plateformes d'apprentissage entre pairs pour renforcer les capacités nationales en matière d'intégration des forêts dans les politiques climatiques et les mécanismes de financement. Des initiatives régionales telles que l'Initiative de Foresterie Sociale de l'ASEAN et le Forum Forestier Africain ont contribué à l'harmonisation des politiques et au partage des connaissances sur la gestion durable des forêts, soutenant davantage les engagements mondiaux en faveur de l'action climatique et de la conservation de la biodiversité.

L'égalité des genres et l'inclusion sociale sont demeurées des composantes intégrées des activités du Programme. Le programme ONU-REDD a soutenu les pays dans le développement d'approches sensibles au genre pour la gouvernance forestière et la mise en œuvre de la REDD+, assurant la reconnaissance des contributions des femmes à la conservation des forêts et à la résilience climatique. Ces efforts ont permis d'améliorer la représentation et les opportunités de prise de décision pour les femmes dans le secteur forestier.

Alors que 2025 marque la dernière année de la phase actuelle du Programme ONU-REDD, celui-ci reste concentré sur la consolidation des acquis et la maximisation du potentiel des actions climatiques fondées sur les forêts.

Pour la période 2026–2030, ONU-REDD s'appuiera sur ces fondations pour aider les pays à accroître les réductions d'émissions avec une haute intégrité, débloquer de nouvelles sources de financement forestier, rehausser l'ambition des objectifs climatiques nationaux et s'attaquer aux causes structurelles de la déforestation par des solutions systémiques et durables.

Le Programme mettra également davantage l'accent sur l'inclusion, l'égalité des genres, le partage des connaissances et la collaboration stratégique, garantissant que les solutions climatiques fondées sur les forêts soient non seulement efficaces, mais aussi équitables, fiables et centrées sur les besoins des populations et de la planète.





Progrès vers la mise en œuvre de REDD+

Source: Freepik

Solutions forestières réalisées

Les solutions clés pour stopper et inverser la déforestation se trouvent à l'interface entre l'agriculture et la foresterie - avec des appels importants de la part des pays pour améliorer et intensifier les synergies entre les deux secteurs, notamment renforcés par les pays [membres de la FAO lors du Comité des forêts et du Comité de l'agriculture de 2024](#). Le travail à l'interface entre l'agriculture et la foresterie et la coopération technique qui s'y rattache offrent de puissantes possibilités de stimuler les efforts des pays pour atteindre leurs objectifs en matière d'arrêt de la déforestation et de lutte contre le changement climatique. Dans ce contexte, en s'appuyant sur le mandat et les initiatives de la FAO, les portefeuilles des agences sœurs et un réseau actif de partenaires pertinents, UN-REDD a avancé dans la génération d'outils, a soutenu les pays, les juridictions et les parties prenantes locales en renforçant les capacités, afin de réduire la déforestation et de mettre en œuvre des solutions au changement climatique. Le programme a également servi de chambre d'écho pour stimuler les dialogues sur cette question importante au niveau régional et international.

Plusieurs pays et parties prenantes ont exprimé leur intérêt pour la compréhension et la navigation des exigences, ainsi que pour l'amélioration de la préparation aux réglementations émergentes basées sur le marché visant à découpler les produits de base de la déforestation (y compris le règlement de l'UE sur les produits exempts de déforestation, EUDR). UN-REDD a fourni des conseils neutres et techniquement valables, ainsi qu'un soutien solide aux pays et aux régions (par le biais d'échanges sud-sud). Au cours de la période de référence, le programme a facilité les échanges régionaux entre sept pays d'Amérique latine - Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras et Pérou - afin de promouvoir le partage des connaissances et de discuter de l'intégration de la durabilité dans les chaînes agroalimentaires et les systèmes de traçabilité des

produits agricoles. Le partage des enseignements tirés du système de traçabilité péruvien, largement reconnu comme un modèle de transparence dans la région, a été un moment fort de l'événement. Inspiré par ces enseignements, le ministère colombien de l'agriculture et du développement rural a envisagé de les adapter pour informer le développement de son propre processus national de traçabilité des produits agricoles. Rappelant les engagements pris par les pays lors du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires pour promouvoir la transformation de leurs systèmes agroalimentaires, notamment en vue d'améliorer la durabilité et de réduire l'impact sur l'environnement, et à un an du nouveau bilan (UNFSSS+4, juillet 2025), une coopération technique cruciale a été assurée dans le domaine plus large de la réduction du risque de déforestation dans le cadre de la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement agricole, ainsi que dans la promotion de politiques et d'investissements plus solides et plus cohérents dans le secteur de l'utilisation des terres et de l'AFOLU. Reconnaisant l'importance de petits exploitants et des communautés locales pour la production durable de produits de base et la conservation des forêts, ce type de travail accorde une grande attention au renforcement des capacités des petits exploitants et des associations d'agriculteurs. Cette approche est essentielle pour que les pays progressent vers la durabilité, la sécurité alimentaire et la conservation des forêts en même temps.

En Colombie, le programme UN-REDD a joué un rôle de catalyseur dans l'avancement des chaînes d'approvisionnement agricole sans déforestation en soutenant le pilotage des processus de diligence raisonnable avec deux entreprises pionnières dans les départements d'Antioquia et de Huila. En s'appuyant stratégiquement sur le manuel [OCDE-FAO sur la déforestation et la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement agricoles](#), UN-REDD a aidé ces entreprises à renforcer leurs systèmes de diligence raisonnable, à étendre la couverture du suivi et de la vérification, et à intégrer davantage de fournisseurs et

de familles productrices de café. Cela a permis d'améliorer la traçabilité et l'alignement sur les normes de durabilité. Sur cette lancée, UN-REDD a engagé 37 entreprises supplémentaires dans les secteurs du café et du cacao, renforçant leur capacité à s'orienter dans les réglementations mondiales sur la déforestation et les préparant à répondre aux exigences internationales en matière de conformité. Le programme a également aidé la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie à élaborer un cadre de diligence raisonnable qui profite à plus de 500 000 familles de producteurs de café, une étape essentielle pour assurer la durabilité à long terme du secteur du café en Colombie.

Pour étendre encore son impact, UN-REDD a entamé une collaboration avec la Plateforme mondiale pour un caoutchouc naturel durable afin de renforcer le cadre d'assurance du secteur, en l'alignant sur l'approche en cinq étapes du manuel. Le manuel commercial étant issu d'une initiative parallèle financée par la GIZ et menée par l'OCDE et la FAO, il s'agit là d'un exemple concret de la manière dont UN-REDD peut tirer parti des processus et des produits de ses partenaires, ce qui permet d'accroître l'impact et l'efficacité.

En combinant les efforts entre UN-REDD et le projet BigChance (Building global capacity on halting deforestation and land-use conversions from agricultural commodities) financé par la FAO et le Japon, l'arbre des solutions continue d'être développé et a suscité un pilotage initial et d'autres contributions pour des améliorations en s'appuyant sur le projet d'appui institutionnel et technique pour la préparation à la REDD+ en Afrique de l'Ouest, financé par la FAO et le GCF. L'arbre des [solutions](#) est un cadre fondé sur des données probantes, une plateforme interactive en ligne et un référentiel de connaissances offrant des solutions intersectorielles pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la déforestation et de la dégradation, dans le contexte d'une transformation plus large des systèmes agroalimentaires. Conçu pour les fonctionnaires, les experts et les acteurs du secteur privé, il fournira des outils, des études de cas et des références techniques pour favoriser les interactions positives entre la sylviculture et l'agriculture et guider des actions sur mesure.

Afin de stimuler et d'assurer la disponibilité de données solides pour la prise de décision, en s'appuyant et en collaborant avec l'initiative FOLUR ([Food Systems, Land Use and Restoration Impact Program](#)) financée par le

FEMj, UN-REDD, en collaboration avec le Centre basque pour le changement climatique (BC3), a soutenu le développement d'un cadre intrants-extrants multirégional (MRIO) basé sur les données FAOSTAT pour retracer les chaînes d'approvisionnement des produits forestiers et agroalimentaires à travers le monde. Ce cadre, qui devrait être lancé en 2025, pourra être utilisé pour quantifier l'évolution des surfaces agricoles et forestières mondiales associées aux produits à risque de déforestation au fil du temps et pour évaluer les facteurs sous-jacents de la déforestation.

UN-REDD a également continué à mener des travaux novateurs en développant une méthodologie d'évaluation des dépenses publiques nationales consacrées aux forêts, qui a été mise au point et testée dans quatre pays : Ghana, Ouganda, Brésil et Colombie, en s'appuyant et en collaborant avec l'initiative MAFAP (Monitoring and Analysing Food and Agricultural Policies) de la FAO. En 2024, l'exercice d'évaluation et de sélection des orientations, des cadres et des ensembles de données existants sur le financement sans déforestation, ainsi que trois sessions consultatives des institutions financières (FICS) ont été développés. La version finale du document d'orientation avec la voie à suivre pour établir des règles ou des normes communes pour le financement sans déforestation ou positif pour les forêts sera livrée en 2025.

Au niveau local, UN-REDD a continué à renforcer les solutions forestières en renforçant les capacités des peuples autochtones et des communautés locales. Ces efforts, qui couvrent l'Asie (notamment par le biais de l'initiative UN-REDD ASEAN Social Forestry), l'Afrique et l'Amérique latine, sont essentiels à la promotion de la gestion durable des forêts et à l'encouragement de solutions communautaires à la conservation des forêts.

Des solutions forestières récompensées

UN-REDD a continué d'aider les pays à remplir les conditions d'accès au financement REDD+ basé sur les résultats : paiements basés sur les résultats au titre de l'article 5 de l'accord de Paris, mise en place d'une coopération au titre de l'article 6 pour le secteur des forêts et de l'utilisation des terres, et marchés volontaires du carbone. En plus d'aider les pays à accéder au financement basé sur les résultats, le programme a également continué d'aider les pays

à accéder aux investissements initiaux dans les solutions forestières, en particulier de la part du secteur privé. Au-delà de l'appui technique aux pays individuels, UN-REDD a facilité l'échange de connaissances et l'engagement des parties prenantes au niveau régional afin de renforcer les capacités des pays à évaluer, naviguer et tirer profit des mécanismes complexes de financement du carbone.

En 2024, les agences UN-REDD, en leur qualité d'entités accréditées par le GCF, ont été invitées à continuer à soutenir le processus d'élaboration d'une nouvelle politique REDD+ RBP du GCF, qui a été finalisée avec succès et adoptée par le Conseil du GCF en octobre 2024. Comme le souligne l'étude spéciale du [GCF sur les RBP REDD+ en ALC](#), UN-REDD a joué un rôle important en aidant les pays à accéder aux RBP du programme pilote des RBP REDD+ du GCF. Les agences de l'ONU-REDD aident également les huit pays qui ont accédé aux RBP REDD+ du programme pilote à mettre en œuvre les RBP. Leurs expériences collectives ont été saluées lors des délibérations des représentants désignés par les membres du conseil d'administration du GCF, lors de l'examen des détails de la nouvelle politique du GCF en matière de RBP REDD+, qui a intégré les RBP dans le cycle de programmation régulier du GCF, offrant ainsi la prévisibilité nécessaire au financement de l'action climatique sur le long terme.

En 2024, 20 pays au total ont été soutenus dans leurs efforts pour être éligibles au financement basé sur les résultats. Comme ces dernières années, l'année 2024 a mis l'accent sur le soutien aux pays pour qu'ils se conforment à ART-TREES, en vue d'accéder au financement basé sur les résultats des marchés volontaires du carbone pour les résultats REDD+ juridictionnels, notamment de la Coalition LEAF. Au total, 13 pays ont été soutenus pour se conformer à ART-TREES,

dont six pays qui ont visé un financement basé sur les résultats de la Coalition LEAF. Le volume total des résultats potentiels à récompenser par le FA EJ, dans les pays soutenus par UN-REDD, comprend 36,03 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone provenant de pays qui ont signé un accord d'achat de réductions d'émissions (ERPA) et 138,16 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone provenant de pays en cours d'élaboration.

Cela porte le volume potentiel total à 174,19 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone, soit au moins 1,74 milliard de dollars de financement basé sur les résultats (en supposant un prix plancher de 10 dollars par tonne d'équivalent dioxyde de carbone). Une assistance technique a également été fournie tout au long du cycle ART/TREES, depuis les notes conceptuelles jusqu'aux documents d'enregistrement, en passant par l'appui aux demandes de validation et de vérification. Des pays comme le Chili, le Ghana, le Pérou, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Ouganda ont progressé à différents stades de la mise en conformité avec le système TREES. Ce soutien a permis de mettre en place, entre autres, des systèmes de suivi solides et d'améliorer les accords de partage des bénéfices, qui sont nécessaires pour garantir que les réductions d'émissions sont à la fois crédibles et durables.

Le programme a offert une réponse rapide et une assistance technique ciblée aux pays s'engageant dans la coalition LEAF. Les efforts se sont concentrés sur les accords d'achat de réduction d'émissions (ERPA) et sur la garantie de la conformité avec ART/TREES.

Le soutien d'UN-REDD a aidé des pays tels que le Ghana, l'Équateur, le Kenya, le Népal et le Viêt Nam à surmonter les difficultés liées à l'obtention de paiements spécifiques au titre du FA EJ pour des réductions d'émissions vérifiées.



Alors que le FAEJ a été une opportunité dominante pour le FRB en 2024, le programme a également soutenu des discussions exploratoires sur d'autres opportunités de financement bilatéral et du secteur privé, garantissant que des pays comme l'Argentine, le Chili et la Colombie puissent diversifier leurs sources de paiements fondés sur les résultats. En plus de l'assistance à la réponse rapide sur LEAF et TREES, le renforcement de l'environnement favorable au financement REDD+ est resté au cœur des préoccupations du Programme en 2024. ONU-REDD a contribué à l'élaboration et à l'affinement des réformes politiques et juridiques, à la mise en place de registres nationaux du carbone et à l'amélioration des systèmes de suivi, de sauvegarde et de partage des avantages. Ces interventions ont favorisé la mise en place de cadres plus transparents, plus responsables et plus équitables qui sous-tendent l'accès au financement REDD+ basé sur les résultats. Le renforcement de l'engagement des parties prenantes a permis d'intégrer les différents points de vue des communautés dans le processus, renforçant ainsi la durabilité et l'inclusion sociale des efforts d'atténuation du changement climatique basés sur les forêts. En outre, les efforts de renforcement des capacités ont permis de renforcer la conformité aux garanties, d'améliorer les systèmes de mesure, de déclaration et de vérification du carbone, et de faciliter les dialogues structurés avec les institutions financières afin d'attirer les investissements sur les marchés du carbone forestier.

La Côte d'Ivoire, par exemple, a bénéficié d'un soutien pour mettre en place un bureau du marché du carbone et élaborer des réglementations sur le financement du climat afin de rationaliser la participation au marché du carbone. Le Kenya a fait progresser les dispositions juridiques relatives à la propriété et au transfert des réductions d'émissions dans le cadre d'ART/TREES, tandis que la Zambie a réalisé des évaluations juridiques et institutionnelles pour soutenir l'engagement du secteur privé dans le financement de REDD+. En complément du financement basé sur les résultats, ONU-REDD a également facilité les investissements initiaux pour catalyser les premières actions REDD+. Cela a fourni un capital essentiel pour développer l'infrastructure, les systèmes et les cadres de gouvernance nécessaires pour soutenir la participation à long terme aux marchés du carbone et à d'autres sources de financement axé sur les résultats. Le programme a contribué à combler le fossé entre les actions REDD+ initiales et les paiements ultérieurs basés



sur les résultats, en veillant à ce que les investissements initiaux jettent des bases solides pour des solutions de financement climatique durables et évolutives.

Par exemple, les évaluations financières et les consultations des parties prenantes en Zambie ont permis d'identifier des modèles de financement innovants. À l'avenir, l'élargissement des options d'investissement initial - en particulier par le biais de partenariats public-privé - sera une priorité essentielle. Lors de la transition vers sa phase 2026-2030, UN-REDD continuera à soutenir l'accès au financement REDD+ à partir de diverses sources, en donnant la priorité aux paiements à grande échelle conformément aux articles 5 et 6 de l'Accord de Paris, y compris par le biais de la nouvelle politique des RBP REDD+ du GCF et des marchés du carbone à haute intégrité. Agissant en tant que partenaire impartial et de confiance, UN-REDD se réjouit de continuer à fournir des conseils techniques aux pays pour les aider à répondre aux critères d'éligibilité des RBP du GCF REDD+, ainsi que sur l'avancement des accords d'achat de réduction d'émissions, facilitant une amélioration progressive de la qualité des émissions et de la prévisibilité du marché. Grâce à des partenariats stratégiques avec des entités telles que le GCF et la Banque mondiale, et en s'engageant dans des initiatives d'intégrité émergentes telles que l'IC-VCM et le VCMI, le programme vise à débloquent des financements forestiers transformateurs et durables au-delà de 2025.



Amélioration des solutions forestières

ONU-REDD a continué d'aider les pays à intégrer et à renforcer les actions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCF) dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). En 2024, le programme a contribué à la fois à accroître l'ambition pour le secteur forestier dans les CDN nouvelles et actualisées et à aider à la mise en œuvre des engagements existants. Ce travail a aidé les pays à aligner les actions relatives aux forêts et à l'utilisation des terres sur des objectifs climatiques plus larges, à améliorer la coordination institutionnelle pour les soumissions de CDN et à garantir le financement de la mise en œuvre. En outre, le programme a collaboré avec les gouvernements pour affiner les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports, en veillant à ce que les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs des CDN soient suivis de manière transparente et communiqués efficacement.

En 2024, UN-REDD aura fourni une assistance technique à plus de 15 pays forestiers pour améliorer les composantes forestières de leurs CDN. En Amérique latine, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur et le Pérou se sont efforcés de renforcer leurs engagements au moyen d'objectifs quantitatifs d'atténuation visant à réduire la déforestation et à promouvoir l'utilisation durable des terres. L'Équateur, par exemple, a intégré des stratégies de durabilité du financement REDD+ dans son cadre NDC afin de s'aligner sur les initiatives nationales de production et de commerce sans déforestation. Le pays a également tiré parti de l'expertise technique de l'ONU-REDD pour évaluer les tendances des émissions liées à l'utilisation des terres, ce qui l'a aidé à affiner sa

stratégie NDC. En Afrique, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), le Ghana et la Zambie se sont efforcés d'intégrer des objectifs mesurables dans le secteur forestier en suivant les conseils d'UN-REDD.

Le Ghana, en particulier, s'est concentré sur l'élaboration d'indicateurs de suivi pour mesurer ses progrès dans les actions climatiques liées aux forêts. Dans la région Asie-Pacifique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et le Viêt Nam ont fait progresser leurs engagements en matière de CDN en affinant les voies de réduction des émissions et en améliorant la coordination sectorielle pour soutenir la mise en œuvre des politiques. Le Viêt Nam s'est également engagé dans des consultations approfondies avec les parties prenantes, veillant à ce que sa CDN révisée reflète un large consensus entre les agences gouvernementales et la société civile. Au-delà du renforcement des engagements, UN-REDD a aidé plusieurs pays à mettre en œuvre leurs objectifs en matière de forêts et d'utilisation des terres, reflétés dans leurs dernières CDN, tout en se préparant pour le cycle des CDN de 2025. Des pays comme le Cambodge, la Côte d'Ivoire et le Kenya ont bénéficié d'un soutien politique et technique ciblé pour traduire leurs engagements en matière de forêts en actions concrètes. Au Cambodge, le programme a contribué à aligner les politiques forestières nationales sur les objectifs de la CDN, en soutenant la coordination entre le gouvernement royal et le ministère de l'environnement. Le pays a également étudié les moyens d'intégrer ses activités REDD+ dans des stratégies plus larges de financement du climat.

La Côte d'Ivoire a bénéficié de l'assistance technique de l'ONU-REDD pour évaluer les progrès accomplis dans le cadre de sa CDN 2022 et élaborer une note d'orientation

qui servira de base à la prochaine soumission. De même, le Kenya a mis à jour sa loi sur le changement climatique avec le soutien d'UN-REDD, en introduisant des incitations politiques pour soutenir les réductions d'émissions dans les secteurs de la foresterie et de l'utilisation des terres. Le Kenya est également en train de revoir ses politiques foncières afin de renforcer les incitations à la gestion durable des forêts. Afin d'aider les pays à accéder au financement pour la mise en œuvre des CDN, UN-REDD a fourni un travail d'analyse sur les stratégies financières qui combinent les investissements publics et privés, les opportunités de financement du carbone et la coopération internationale.

Ces travaux ont contribué à combler le déficit de financement entre les engagements pris dans le cadre de la CDN et les coûts de mise en œuvre. En Ouganda, par exemple, une collaboration avec l'équipe MAFAP de la FAO a conduit à la classification des dépenses publiques dans le secteur forestier, ce qui a permis une évaluation plus précise des allocations budgétaires et de la distribution des ressources. L'Ouganda a également pris des mesures pour améliorer les outils de suivi financier afin de renforcer la transparence des dépenses liées au climat. En Zambie, UN-REDD a travaillé avec les parties prenantes nationales pour explorer les mécanismes financiers susceptibles d'augmenter les investissements dans les pratiques d'utilisation durable des terres, afin de soutenir la capacité du pays à atteindre ses objectifs forestiers dans le cadre du NDC. Le pays a également entamé des discussions avec les banques de développement afin d'accroître le financement des programmes de reboisement à grande échelle. Au niveau mondial, UN-REDD a soutenu les efforts de partage des connaissances pour intégrer les forêts dans les CDN.

Le programme a collaboré avec la promesse climatique du PNUD pour élaborer le document d'orientation mondial "[Aligner les actions à court terme du secteur foncier sur les objectifs climatiques à long terme](#)", qui fournit une référence aux pays pour mettre en œuvre des stratégies climatiques basées sur les forêts et reflétées dans leurs CDN. Depuis sa publication, ce document d'orientation a été adapté et appliqué dans plusieurs pays, renforçant le rôle des forêts dans la

réalisation des objectifs de réduction des émissions à long terme. En outre, UN-REDD a facilité les dialogues régionaux où les représentants des pays échangent les meilleures pratiques sur l'intégration de la conservation des forêts dans les stratégies climatiques nationales, contribuant ainsi à l'apprentissage par les pairs et au renforcement des capacités.

Alors que 2025 marque la dernière année de cette phase d'UN-REDD, il sera important de consolider les progrès et d'assurer la continuité. De nombreux pays préparant leurs soumissions de CDN pour le cycle 2025, le rôle du programme dans le renforcement des engagements et des stratégies de mise en œuvre fondés sur les forêts reste très pertinent. Le programme travaille également avec les gouvernements pour identifier les actions prioritaires pour la période post-2025, en veillant à ce que la prochaine phase des CDN s'appuie sur les réalisations précédentes. Alors que le programme UN-REDD entre dans sa phase 2026-2030, l'expansion des financements, le renforcement des partenariats et l'affinement des cadres politiques soutiendront le rôle continu des forêts dans les efforts climatiques mondiaux. Un engagement continu avec les institutions financières et les décideurs politiques sera également essentiel pour augmenter les ressources destinées à l'action climatique liée aux forêts.





Contribution aux objectifs de développement durable

Source: Freepik

Le programme UN-REDD continue de contribuer aux objectifs de développement durable (ODD) en aidant les pays à intégrer des solutions relatives aux forêts et à l'utilisation des terres dans leurs stratégies climatiques. Grâce à l'assistance technique, à l'orientation politique et à la facilitation du financement, UN-REDD contribue à faire progresser au moins sept objectifs de développement durable, en veillant à ce que les forêts restent une partie intégrante des efforts mondiaux en matière de durabilité. UN-REDD soutient l'ODD 13 (action climatique) et l'ODD 15 (vie sur terre) en aidant les pays à intégrer des mesures relatives aux forêts et à l'utilisation des terres dans leurs politiques nationales (ODD 13.2), en renforçant les capacités institutionnelles pour l'action climatique (ODD 13.3) et en aidant à mobiliser le financement international pour le climat (ODD 13.a). Le programme promeut également la gestion durable et la restauration des forêts (SDG 15.1 et 15.2) et soutient les pays dans le développement de mécanismes de financement pour la foresterie durable (SDG 15.b).

Dans le cadre de son travail technique, UN-REDD a continué à aider les pays à accéder aux paiements fondés sur les résultats et au financement du carbone, en veillant à ce que les mesures d'atténuation dans le secteur forestier contribuent aux objectifs climatiques à long terme. L'égalité des sexes (ODD 5) reste une partie intégrante de l'approche d'UN-REDD, garantissant la participation des femmes aux processus décisionnels (ODD 5.5) et soutenant leur accès égal à la terre et aux ressources naturelles (ODD 5.a). En 2024, le Programme a poursuivi l'intégration des considérations de genre dans les stratégies nationales REDD+, en veillant à ce que les rôles des femmes dans la gouvernance forestière et l'action climatique soient reconnus et intégrés. UN-REDD contribue également à l'ODD 16 (paix, justice et institutions solides) en promouvant des cadres de

gouvernance qui facilitent la participation des peuples autochtones, des communautés locales et de la société civile aux processus décisionnels liés aux forêts (ODD 16.7 et 16.10). Le programme soutient la transparence dans les transactions de financement du carbone et renforce les institutions nationales afin d'améliorer la gouvernance des secteurs de la forêt et de l'utilisation des terres.

Les efforts visant à promouvoir le commerce durable (ODD 12) se sont poursuivis grâce aux travaux de l'UN-REDD sur les chaînes d'approvisionnement en produits de base exempts de déforestation (ODD 12.6), les pays alignant de plus en plus leurs politiques forestières sur les normes internationales en matière de commerce et de développement durable. Le programme a également contribué à la réduction de la pauvreté (ODD 1) en permettant aux communautés dépendantes des forêts d'accéder au financement climatique (ODD 1.a) et en plaidant pour des systèmes fonciers équitables (ODD 1.4). La collaboration reste un aspect important du travail d'UN-REDD dans le cadre de l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs).

Le programme continue de faciliter les plateformes multipartites, de soutenir les partenariats public-privé pour la gestion durable des forêts (ODD 17.17) et de renforcer les capacités techniques des pays pour qu'ils mettent en œuvre leurs engagements en matière de climat (ODD 17.9). En soutenant la coopération Sud-Sud (SDG 17.6 et 17.16), UN-REDD a facilité les échanges de connaissances sur les pratiques forestières durables et les mécanismes de financement, en veillant à ce que les pays en développement puissent accéder aux outils et à l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre leurs stratégies climatiques alignées sur les SDG.